

LETTRE OUVERTE

Nous soussignons,

M. Masin FERKAL, Coordinateur du Collectif ApK

M. Madjid BOUMEKLA, Porte-parole du Collectif ApK

M. Ahcène AZEM, Porte-parole du Collectif ApK

Déclarons remettre notre démission du Collectif « Action pour la Kabylie » (ApK), suite à des dissensions internes et des pressions externes tendant à museler notre parole et à entraver le travail de vérité auquel nous nous sommes engagés à mener et à accomplir jusqu'à la fin de l'action de la marche du 12 mars 2023. A noter que M. Madjid Boumekla a tenu informés, le 5 février 2023, le Collectif ainsi que la Coordination de son souhait de se retirer à la fin de l'action.

Nous tenons à expliciter que toute future communication du Collectif ne nous engage nullement, eu égard aux éventuels ripages.

Il est important de rappeler que les deux porte-paroles du Collectif ont insisté, lors de leur campagne médiatique de sensibilisation et de vulgarisation de l'action de la marche, sur le caractère transpartisan, rassembleur et fraternel de l'action ainsi que l'impératif devoir de produire un communiqué post manifestation dans lequel il serait mentionné l'ensemble des points relatifs à la marche, qu'ils soient positifs ou négatifs, et ceci, dans la droite ligne de la transparence et de la confiance que les personnes nous ont accordées. C'est un devoir et nous l'assumerons jusqu'à la fin.

En conséquence, les deux porte-paroles suscités ont produit un communiqué que le Coordinateur du collectif a approuvé (vous trouverez l'intégralité du communiqué ci-dessous et ci-joint), et était prêt pour publication. Malheureusement nous avons essuyé un refus catégorique des autres membres de la Coordination pour un paragraphe qui relate la réalité et la vérité, en nous accusant, au passage, de vouloir diviser les Kabyles et faire exploser le Collectif. Cela relève d'une infâme intimidation et d'un mensonge éhonté.

Voici la phrase incriminée : « *Néanmoins, la marche a rencontré des écueils et des irresponsabilités qui ont entaché la volonté et le dévouement des membres de la coordination du collectif. Certains ont pesé sur la clarté du message et l'ont dévié de son but de rassemblement.* »

Notre devoir est d'être honnête avec les personnes qui nous ont fait confiance, et surtout être fidèle à l'esprit fondateur du Collectif qui se veut d'action limité dans le temps pour :

- Dénoncer l'arbitraire, la répression et la violence de l'État algérien ainsi que son acharnement sur la Kabylie.
- Exiger la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus politiques et d'opinion.
- Exiger la cessation de tout harcèlement physique, moral ou judiciaire contre les citoyens et les militants kabyles.
- Exiger, comme l'a fait *Amnesty International*, l'annulation du simulacre de procès de l'affaire dite de Larbaa Nat Irateen ayant prononcé la condamnation à mort de 54 citoyens kabyles.

Nous tenons à remercier toutes les personnes, toutes les associations qui nous ont soutenus et nous ont fait confiance pour ce travail remarquable que nous avons, toutes et tous, accompli pour l'honneur et la dignité des détenus politiques, leurs familles et la Kabylie.

Nous nous retirons par principe et par respect aux valeurs que la situation critique que traverse la Kabylie exige de nous. Nous souhaitons bonne continuation au Collectif et aux camardes dans leurs actions futures.

Veuillez trouver ci-dessous le communiqué rejeté par la Coordination.

Paris, le 16 mars 2023.

Communiqué que nous avons proposé et qui a été rejeté par la Coordination :

COMMUNIQUE

Suite à un appel à une réunion du 8 janvier 2023 un collectif, de dizaines de personnes et responsables d'associations, est né. Il s'est assigné des objectifs d'actions pour dénoncer la situation tragique que vit la Kabylie avec son lot de répression continue, d'emprisonnements, d'arbitraire, d'indignation et d'humiliations de ses enfants. Une situation que la Kabylie n'avait pas connue depuis les événements du printemps noir de 2001.

Une coordination s'est dégagée pour mener à bien les actions arrêtées. L'une parmi elles était la marche tenue le 12 mars 2023 ayant pour objectifs de dénoncer la violence de l'État algérien à idéologie arabo-islamique, d'exiger la libération immédiate et inconditionnelle des détenus politiques kabyles et l'annulation du simulacre de procès de l'affaire dite de Larbaa Nat Irate dans lequel une condamnation à mort de 54 citoyens kabyles était prononcée.

Ce dimanche 12 mars 2023, des milliers de personnes ont répondu à l'appel du collectif « Action pour la Kabylie » (ApK) et ont marché dans un esprit de solidarité et de fraternité. Le bilan largement positif de la marche nous conforte et nous récompense dans le travail harassant dont nous avions la charge.

Néanmoins, la marche a rencontré des écueils et des irresponsabilités qui ont entaché la volonté et le dévouement des membres de la coordination du collectif. Certains ont pesé sur la clarté du message et l'ont dévié de son but de rassemblement.

Nous dénonçons certains médias qui ont versé dans la désinformation en piétinant même leur code de déontologie.

Nous tenons à remercier vivement l'ensemble des personnes qui ont répondues présentes, celles qui nous ont soutenues et les associations (pour certaines qui sont en Provence) qui nous ont accompagnées durant cette belle lutte, ainsi que les médias qui nous ont permis de nous exprimer et de porter la voix du collectif.

La Coordination du Collectif « Action pour la Kabylie » (ApK)
Paris, le 16 mars 2023